L'ABEILLE.

Journal Soir de l'Etat et de la Première Municipalité.

IMPRIME ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 21 JUIN 1838.

POUR GOUVERNEUR:
A. B. ROMAN.

Extrait de la séance du Sénat du 6 février 1835.

"Le Sénat de l'Etat ouvre les Instructions, après les mesures générales de l'administration du Gouverneur A. B. Roman, qu'il emporte avec lui en quittant sa place, le souvenir des membres du Sénat.

"Il charge le président du Sénat soussigné à envoyer une copie de cette résolution à M. Roman."

Extrait des séance de la Chambre des Représentans du 3 février 1835.

"Résolu par la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane que l'administration du gouvernement de l'Etat, par l'ex-gouverneur A. B. Roman, a été marquée par la sagesse et la fermeté, et par un zèle ardent et infatigable pour le service public; que l'exacte exécution des lois et la morale publique, et dans les grandes circonstances l'humanité et la générosité ont été les caractères de son administration; et un grand égard pour les droits inviolés de l'Etat, et qu'il se retire avec une entière approbation de cette Chambre pour la conduite officielle, et avec leur estime et regard personnels."

"Résolu que l'orateur de la Chambre transmette à l'ex-gouverneur Roman, copie de ces résolutions"

Représentant du 1er. District au Congrès
JOHN SLIDELL.

POUR LE SENAT DE LA LOUISIANE
ALBERT ROA.

ÉLECTIONS.

C'est par des faits, que nous répondons aux incriminations portées contre notre candidat, et chaque jour nous voyons les colonnes des journaux pleines de nouvelles mensonges de la vente, avec la même assurance que si la vérité eut pas été démontrée. Ils considèrent comme chose jugée ce qu'ils ont une fois avancé, et ces redites toutes pitoyables qu'elles sont, finissent par produire quelque effet, si elles n'ont pas assez d'audace pour être soutenues, et si nous n'avions pas l'habitude de prendre la défense de ceux qui ne peuvent se défendre eux-mêmes, ou qui, par leur position, ne doivent pas le faire, nous laisserions M. Roman, livré aux traits que lui lance la calomnie, et dans des circonstances où il ne peut y répondre.

Ce sont encore des faits qui peuvent se prouver par des actes authentiques, et que nous avons malheureusement trop présens à la pensée pour ne pas frémir de l'idée d'un Etat tout entier confié aux soins de ceux qui n'a vu dans d'affreuses prisons qu'une punition antiquée du crime, et dans des prisonniers torturés par leurs fers que des coupables à punir. Si ce n'est pas là de la routine et de la plus enfantine nous n'entendons plus rien à ce mot! Quelle est cette routine, de M. Roman à qui on doit le pénitencier, ou de M. Preur qui a recueilli de bon des années l'effet de la bienfaisance de combien de ville et direction des prisons actuelles?

Question électorale.

L'intérêt du public et le bon public devraient être sans contre et l'unique objet à se proposer dans la élection; cependant, dès lors, la question se simplifie au lieu. Et faisant l'examen de ces tous les noms pour remplir un emploi, on ne sera en compte de celles que possèdent les deux qualités, on ne tiendrait de suite à une conclusion assez sûre; et il y aurait les embarras souvent évités au plus digne. Mais il n'en est pas ainsi, et le public, après avoir entendu, une ou deux fois, quelques noms, que leur sacrifie d'ordinaire leurs autres considérations. Par exemple, du moins une préférence, l'esprit qui les assigne ceux-ci, et ceux-là, et finalement à parmi les candidats, non sur leurs talens ou leurs opinions connues, sur leurs mérites, sur leur vertus, leurs habitudes sociales. Par un certain assez plausible, l'électeur, l'homme consciencieux, l'homme sérieux, les actes publics dans ses opinions privées, ne veut point taxer d'une grande légèreté, d'une mauvaise foi, ceux qui ne pensent pas comme lui, et qui, par les mêmes gens qui ne pensent comme lui, et qui, par les mêmes gens qui ne pensent comme lui, et qui, par les mêmes gens qui ne pensent